



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### PRESTATIONS INTELLECTUELLES

---

**Mission de prestations intellectuelles visant à assurer la sécurité juridique des documents produits en vue de la conclusion du Nouveau Bâtiment de Soins.**

---

N° du CCAP : 2025T136

**Etablissement(s) du GHT Alpes Dauphiné concerné(s) par le présent contrat :**

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☐ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☐ Centre Hospitalier de Rives
- ☐ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☐ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☐ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☐ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

## Table des matières

Préambule .....	4
Article 1 – Dispositions générales du contrat.....	4
1.1    Objet du contrat .....	4
1.2 – Forme du contrat.....	5
1.3 – Décomposition du contrat.....	5
1.4- Dispositions générales.....	5
Article 2 – Pièces contractuelles.....	8
Article 3 – Durée et délai d’exécution .....	9
3.1 Durée et délais d’exécution tranche ferme.....	9
3.2 Tranche optionnelle 1 : Permis de construire et autorisations administratives .....	10
3.3 Tranche optionnelle 2 : Référé préventifs .....	10
3.4 Tranche optionnelle 3 et 4 : La défense des intérêts du Maître d’ouvrage lors des éventuels référé précontractuels, contractuels. ....	10
3.5 Délais Livrables .....	11
3.6 – Prolongation des délais .....	11
Article 4 – Prix.....	11
4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués .....	11
4.2- Modalité de variation des prix .....	12
4.3- Clauses de réexamen .....	12
Article 5 – Garanties financières .....	12
Article 6 – Avances .....	13
6.1 – Conditions de versement et de remboursement .....	13
6.2 – Garanties financières de l’avance.....	13
Article 7 – Modalités de règlement des comptes .....	13
7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs par phase.....	13
7.2 – Présentation des demandes de paiement.....	14
7.3 – Facturation électronique .....	15
7.4 – Délai global de paiement.....	16
7.5 – Paiement des cotraitants.....	16
7.6 - Paiement des sous-traitant .....	16
Article 8 – Conditions d’exécution des prestations.....	17
8.1- Obligations générales.....	17

8.2- Confidentialité .....	17
8.3- Présentation des livrables .....	18
8.4 Protection des données à caractère personnelle.....	19
8.5- Droits de propriété intellectuelle.....	20
8.6- Conflits d'intérêts.....	20
Article 9 - Constatation de l'exécution des prestations .....	20
Article 10 – Garantie des prestations.....	20
Article 11 – Pénalités .....	21
11.1 – Pénalités de retard .....	21
11.2- Autres pénalités .....	21
Article 12 – Assurances .....	21
Article 13 – Résiliation du contrat .....	22
13.1 – Conditions de résiliation.....	22
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	22
Article 14 – Règlement des litiges et langues.....	23
Article 15 – Clause de non-exclusivité.....	24
Article 16 Développement durable .....	24
Article 17 – Dérogations .....	26

## Préambule

*Le projet de modernisation de l'hôpital Michallon est une réponse concrète aux enjeux du CHUGA. Il s'agit de transformer en profondeur l'hôpital.*

*Aujourd'hui, l'hôpital Michallon est un bâtiment ancien, construit en 1972, qui ne répond plus aux exigences modernes de qualité des soins, d'organisation des flux et de conditions d'accueil. Le projet immobilier ne se limite pas à **une simple modernisation des infrastructures**, il est **un levier stratégique au service de la transformation du CHUGA**. Il permettra de :*

- *Structurer les activités de soins pour mieux organiser les flux de patients et de professionnels.*
- *Faciliter l'accès aux soins ambulatoires en les regroupant dans les étages inférieurs, au plus proche des entrées.*
- *Améliorer les parcours patients et garantir une prise en charge plus fluide et efficiente.*
- *Offrir de meilleures conditions de travail aux équipes hospitalières.*

*Le projet sera mené jusqu'en 2035, en plusieurs phases :*

- *2023-2027 : réalisation des phases préalables :*
  - ✓ *Conception réalisation de l'extension du centre de Radiothérapie et réhabilitation des locaux : phase réception*
  - ✓ *SAMU : Phase PRO permis de construire à l'étude*
  - ✓ *Parking en élévation pour le personnel Phase de mise au point*
- *2027-2031 : construction d'un nouveau bâtiment de soins (7 niveaux, 14 unités d'hospitalisation, regroupement des activités ambulatoires) et rénovation des niveaux RDC haut et bas de l'hôpital Michallon. A l'issue de la phase 1 : 100% de l'ambulatoire et 50% des unités d'hospitalisation complète seront rénovés : Marché global sectoriel*
- *2030-2032 : rénovation de l'aile Chartreuse et 2032-2035 : rénovation des ailes Belledonne, finalisant la transformation du site : accord cadre de maîtrise d'œuvre*

*Le projet immobilier du CHUGA représente un investissement total de 524 millions d'euros TTC TDC.*

## Article 1 – Dispositions générales du contrat

### 1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des **Mission de prestations intellectuelles visant à assurer la sécurité juridique des documents produits en vue de la conclusion du Nouveau Bâtiment de Soins.**

Lieu principal d'exécution :

CHUGA sis La Tronche

## 1.2 – Forme du contrat

Le présent marché constitue un marché public de services, passé selon la procédure MAPA en application des dispositions des articles L2123-1, 8°L2512-5, R.2123-1, R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique.

## 1.3 – Décomposition du contrat

Les prestations sont décomposées en tranches et phases.

L'affermissement des tranches conditionnelles se fera à la discrétion du maître d'ouvrage à la survenance du besoin, sans qu'aucune indemnité ne soit due au titulaire du marché en cas de non-affermissement. L'affermissement sera notifié par décision d'affermissement.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de la tranche affermie selon les termes du contrat initial, sans modification du prix défini dans la DPFG.

La présente mission doit permettre d'assister le maître d'ouvrage, tout au long du déroulement des opérations, **quant au volet juridique**, afin de limiter les risques tout au long des tranches et phases définies ci-dessous :

### **Tranche ferme :**

Phase 0 : Préparation d'un kit d'outils de suivi du dialogue compétitif.

Phase 1 & 2 Participation et analyse des documents liés à la procédure de dialogue compétitif du marché global sectoriel et ce afin de garantir sa solidité juridique, soit

#### **Phase 1 : Etape candidature :**

#### **Phase 2 : Etape propositions initiale et intermédiaire(s) et offre finale**

**Tranche optionnelle 1 :** La défense des intérêts du Maitre d'ouvrage lors des éventuels Permis de construire et autorisations administratives

**Tranche optionnelle 2 :** La défense des intérêts du Maitre d'ouvrage lors des éventuels Référés préventifs

**Tranche optionnelle 3 :** La défense des intérêts du Maitre d'ouvrage lors des éventuels référés précontractuels

**Tranche optionnelle 4 :** La défense des intérêts du Maitre d'ouvrage lors des éventuels référés contractuels

Le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des phases de la prestation de base, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations

## 1.4- Dispositions générales

### **Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du Code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquiescement des amendes liées aux salariés détachés).

Ainsi, afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage, par la signature du présent contrat, à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – [www.hiveo.fr](http://www.hiveo.fr) ) pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au CHU Grenoble Alpes établissement support du GHT Alpe Dauphiné et HIVEO. Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

A l'attribution du contrat, le titulaire devra créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'établissement support sur simple demande. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent contrat.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours ouvrables à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO et/ ou par le CHU Grenoble Alpes pendant toute la durée du contrat.

Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat dans les conditions prévues dans ce dernier.

Le titulaire s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

Nota Bene : Si le titulaire est déjà abonné à la plateforme « Attestation Légale », son dossier sera automatiquement synchronisé sur la solution « HIVEO ». Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif sur « Attestation Légale » pendant toute la durée du présent contrat.

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquiesce pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

**Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- L'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHT concerné par le présent contrat et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;
- L'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHT concerné par le présent contrat.

La monnaie de compte du contrat est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre à bons de commande N° ..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français ».

#### **Désignation de sous-traitants :**

Attention, la sous-traitance est proscrite en matière de fourniture mais autorisée uniquement pour les prestations de services et de travaux de pose ou d'installation.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de désignation de sous-traitants en cours d'exécution du marché public, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement ainsi que la

durée par le pouvoir adjudicateur se fait dans les conditions décrites aux articles R 2193-1 à 9 du Code de la Commande Publique.

Les conditions d'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle doit également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place de l'opérateur économique titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

La sous-traitance ne peut être que partielle. Toute sous-traitance non-déclarée et non-agrée par le pouvoir adjudicateur constitue l'une des causes de résiliation de plein droit.

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R 2193-1 à 9 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances, Le comptable assignataire des paiements,
- Le compte à créditer.

Conformément à l'arrêté n°ECOM2235715A du 22/12/2022, il devra être renseigné dans les déclarations de sous-traitance, la durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois.

## **Article 2 – Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont listées ci-dessous. En cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- La DPGF
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
  - Annexe n°1 : « Adresses facturation et de livraison » ;
  - Annexe n°2 : « Guide du RGPD de la CNIL » ;
  - Annexe 3 attestation déontologie
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cas échéant, les réponses aux questions lors de la consultation ;
- Les dispositions de l'offre du titulaire qui n'entraînent pas de contradiction avec les pièces du contrat.
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en France en vertu des accords-internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du présent contrat.



Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci se verrait directement appliquée au présent contrat dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

***Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites, offre technique. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant sont applicables.***

Il appartient au titulaire de signaler avant la signature du contrat les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du contrat pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

**Les pièces constitutives du marché dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi.**

*Nb : Le titulaire reçoit une copie des documents contractuels à la notification du marché conformément aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG/PI à l'exception du CCAG/PI pour lequel le titulaire reconnaît par sa signature du marché disposer d'un exemplaire*

## **Article 3 – Durée et délai d'exécution**

### **3.1 Durée et délais d'exécution tranche ferme**

Le calendrier prévisionnel de la procédure du MGS NBS est le suivant :

Date de réception des candidatures :	04/04/2025
Jury	13 mai 2025
Date d'envoi du DCE et invitation au dialogue :	Semaine du 19 mai 2025
Visite du site et présentation du programme (réunion cadrage):	Semaine du 26 mai 2025
Réception des propositions n°1 :	Semaine du 28 juillet 2025
Premier tour de dialogue (Round 1) :	Semaine du 13 octobre 2025
Envoi du dossier de consultation mis à jour (Propositions n°2) :	Semaine du 10 novembre 2025

Réception des propositions n°2 :	Mi-mars 2026
Deuxième tour de dialogue (Round 2)	Fin avril 2026
Envoi du dossier de consultation mis à jour (Offres finales) :	Fin mai 2026
Remise des offres finales :	Fin juillet 2026
Auditions par la commission SDI réunie en jury	Fin septembre/ début octobre 2026
Choix de l'attributaire :	Octobre 2026
Mise au point et notification du Titulaire du contrat :	Octobre 2026
Démarrage des prestations :	Novembre 2026

L'exécution des prestations de la tranche ferme débute à compter de la date de notification et à la date de démarrage des prestations

Le délai estimé global d'exécution des prestations est fixé à : 20 mois

### 3.2 Tranche optionnelle 1 : Permis de construire et autorisations administratives

La Tranche débute à compter de la date fixée dans la décision d'affermissement de ladite tranche par le pouvoir adjudicateur.

La mission susvisée commencera dès la demande de permis de construire et se poursuit jusqu'à l'issue des recours administratifs ou judiciaires, y compris si un appel ou un pourvoi est formé.

### 3.3 Tranche optionnelle 2 : Référé préventif

La Tranche débute à compter de la date fixée dans la décision d'affermissement de ladite tranche par le pouvoir adjudicateur.

La mission susvisée débutera dès que le maître d'ouvrage identifie un risque pouvant justifier un recours au référé préventif et se termine à la clôture de la procédure, y compris en cas de recours ou d'appel.

### 3.4 Tranche optionnelle 3 et 4 : La défense des intérêts du Maître d'ouvrage lors des éventuels référés précontractuels, contractuels.

La Tranche débute à compter de la date fixée dans la décision d'affermissement de ladite tranche par le pouvoir adjudicateur.

La mission d'accompagnement du maître d'ouvrage dans la défense de ses intérêts lors des référés précontractuels et contractuels commence dès que le maître d'ouvrage identifie un risque ou un litige relatif à la passation ou à l'exécution du contrat et se poursuit jusqu'à la résolution du litige, y compris en cas d'appel ou de réexamen de la décision.

### 3.5 Délais Livrables

Les délais sont spécifiés à chaque disposition susvisée.

### 3.6 – Prolongation des délais

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI, en cas d'impossibilité d'exécuter dans les délais convenus, le titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur au plus tôt.

Si la prolongation est compatible avec les impératifs du pouvoir adjudicateur, ce délai peut être accepté.

Toutefois, si les impératifs du pouvoir adjudicateur ne lui permettent pas d'attendre compte tenu de la nature urgente de la prestation, il est en mesure d'appliquer des pénalités conformément à l'article 11 du présent CCAP. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

## Article 4 – Prix

### 4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations du marché public sont réglées par application du prix global et forfaitaire pour chaque phase du contrat selon les stipulations de la DPGF.

Les prix rémunérant le titulaire sont, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au déplacement du personnel chargé des interventions prévues par le marché public.

Ils comprennent toutes les études, prestations et frais de déplacements indispensables à la réalisation de la mission confiée au titulaire dans le cadre du marché public

Ils prennent en compte également, tous les frais résultants :

- de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire en cas de cotraitance et/ou de sous-traitance,
- du respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

#### 4.2- Modalité de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des plis (mai 2025) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

$C_n = 0.10 + 0.90 (ING_n/ING_0)$
-----------------------------------

Dans laquelle :

- $ING_n$  = valeur de l'indice au mois n ;
- $ING_0$  = valeur de l'indice au mois zéro ;
- $M_0$  = mois zéro correspond au mois de mai 2025 ;

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence sont publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE.

La révision des prix se fait à la hausse comme à la baisse.

#### 4.3- Clauses de réexamen

Par la présente stipulation, les parties peuvent effectuer une modification du marché en cours d'exécution, sans toutefois pouvoir en « changer la nature globale ».

Ainsi, ils se réservent la possibilité d'effectuer des modifications du contrat dans les cas suivants :

- De modifier la clause de variation de prix en cas de disparition d'un indice pour la phase étude et phase conception. Dans ce cas, l'indice de substitution sera celui préconisé par l'INSEE ou, si aucun indice de substitution n'est conseillé, l'indice sera celui issu d'une négociation entre les parties
- Intégrer des prestations supplémentaires ou modificatives, issues du MGS suite à la validation des d'instances décisionnelles t/ou régionales, nationales (ARS, CSIS, ...) postérieure à la notification du présent contrat ne mettant pas en cause la nature globale du marché.

Ces modifications peuvent intervenir à chacune des phases du dialogue et peut concerner l'ensemble des documents contractuels et ce peu importe le montant éventuel de ces modifications

Cette/Ces modification(s) du contrat sera/seront formalisée(s) par voie d'avenant, précisant le cas échéant les prix complémentaires similaires à la DPGF ou sur présentation d'un devis si les prix unitaires n'existent pas

#### Article 5 – Garanties financières

Aucune garantie financière ne sera appliquée.

## Article 6 – Avances

### 6.1 – Conditions de versement et de remboursement

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 20 % du montant de la commande.
- **Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises** au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.
- **Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie** des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique et que la durée d'exécution des prestations est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de la commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

### 6.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## Article 7 – Modalités de règlement des comptes

### 7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs par phase

L'acte d'engagement et ses annexes (actes spéciaux de sous-traitance, répartition par cotraitants) indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et aux éventuels sous-traitants et cotraitants.

Le paiement des cotraitants et sous-traitants est effectué conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI **((modifié par Arrêté du 29 décembre 2022, art.3))**

## 7.2 – Présentation des demandes de paiement

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique et de l'article 11.2 du CCAG-PI, « les marchés passés par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées. »

**Les acomptes et le solde du marché seront donc versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement de la mission, soit par phase.**

Les sommes dues au titre de la rémunération de la mission sont réglées sur présentation de décomptes en fonction de l'avancement de la mission et font l'objet de versement d'acomptes calculés par différence de deux décomptes successifs selon service fait.

La périodicité des acomptes est régie par les dispositions suivantes :

Tranche/Phase	Prestations	Mise en paiement
TRF Phase 0 préalable au suivi du dialogue compétitif	Déterminer les modalités optimales du dialogue et à préparer les pièces juridiques nécessaires.	Règlement à l'admission
TRF phase 1 Etape candidature	Lecture du dossier Analyse du dossier de candidature et des avis pris en phase candidature Préparation anticipée d'un possible référé	Règlement à l'admission
TRF phase 2 A Etape propositions initiale	<b>Cf article 2.2 .2 CCTP</b>	Règlement à l'admission
TRF phase 2 B Etape propositions intermédiaire		Règlement à l'admission
TRF phase 2 C Etape propositions finales		Règlement à l'admission
TRO et ce sous couvert de leur affermissement	<b>Cf 2.3 à 2.5 du CCTP</b>	Règlement à l'admission

Pour chaque phase, voire sous phase, les paiements sont exigibles après achèvement complet de l'élément de mission.

Dans le cas où le délai d'exécution excéderait 3 mois, **le titulaire présentera un projet de décompte intermédiaire** établi par la valorisation de la part des éléments exécutés et ce conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, étant précisé, qu'à la **demande du titulaire, ce délai pourra être ramené à un mois.**

**A l'achèvement de la mission, l'acompte pour solde est réglé au vu du décompte définitif.**

### 7.3 – Facturation électronique

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée **Chorus Pro**. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> *Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015 :*  
<https://www.economie.gouv.fr/files/ra-aife-2015.pdf>

>> *En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro :* <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/commentouvrir-un-espace/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

Présentation des demandes de paiements :

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019.

Les demandes de paiement ne pourront pas parvenir avant l'exécution de la prestation ou du service (service fait). Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et à l'article L.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique.

A ce titre, elles devront notamment porter les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro d'acompte
- Le numéro du contrat ;

- La désignation du payeur avec l'indicateur du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le numéro du code service : DTS travaux
- Le numéro du code CHORUS

#### 7.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est **égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne** à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 7.5 – Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-PI, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. **Quant aux groupements solidaires**, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, **le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.**

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-PI s'appliquent au présent contrat.

#### 7.6 - Paiement des sous-traitant

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'établissement membre concerné au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'établissement membre concerné. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'établissement membre concerné accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'établissement membre concerné adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.



Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'établissement membre concerné de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'établissement de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'établissement membre concerné informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Rappel : Le pouvoir adjudicateur doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4 au regard des compétences autorisées.

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra intervenir sur le site.

Le non-respect de cette disposition entraînera la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP et pourra entraîner la résiliation pour faute du titulaire avec une possible exécution aux frais et risques du titulaire.

## **Article 8 – Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat.

La mission conduite par le prestataire intègre pleinement les aspects d'accompagnement, d'assistance et d'aide à la décision apportés au pouvoir adjudicateur.

### **8.1- Obligations générales**

#### **Responsable chargé de représenter le titulaire :**

La bonne exécution des prestations suppose que l'opérateur économique titulaire affecte au contra un seul responsable chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur (nom à renseigner dans l'Acte d'Engagement).

Le changement de responsable doit être notifié par tout moyen au pouvoir adjudicateur au moins 10 jours avant son remplacement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplirait pas correctement ses fonctions à son égard.

A défaut de désignation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. Cette résiliation n'ouvre alors droit pour l'opérateur économique titulaire à aucune indemnité.

### **8.2- Confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, des documents ou éléments de toute nature reçus à l'occasion de l'exécution du contrat présentant un caractère confidentiel, ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

La notion d'information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y compris la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y compris sous forme écrite, orale ou électronique), sur tout support dont le pouvoir adjudicateur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire.

### 8.3- Présentation des livrables

Le titulaire transmet les livrables définis au CCTP, dans les délais fixés conformément à l'article 5.2 du CCAP.

Le pouvoir adjudicateur fait part au titulaire de son accord ou de son désaccord par tous moyens (avec date certaine de réception) sur la qualité du rendu et au vu des échanges entre le titulaire et lui.

Si le pouvoir adjudicateur considère que les études menées ne correspondent pas aux besoins définis au présent marché public, le titulaire doit reprendre les études sans exiger de coûts supplémentaires.

Après avoir reçu l'approbation du pouvoir adjudicateur, la phase suivante peut débuter. A noter que les phases dont l'exécution s'effectue partiellement ou totalement en temps masqué pourront faire l'objet d'un démarrage anticipé en accord entre les parties.

Les livrables pourront être communiqués par le pouvoir adjudicateur à l'ensemble des interlocuteurs qui lui semblent nécessaire au bon déroulement des projets dans leur globalité. Le titulaire ne peut s'opposer à la communication de ses résultats.

#### **Format et support des livrables :**

Les livrables doivent respecter les conditions d'exécution environnementale définies au CCTP article 4

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'accordent sur les formats informatiques.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes :

- Profil d'acheteur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)
- Remise contre récépissé daté
- Tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception

L'adresse postale et électronique du titulaire sont indiquées dans l'acte d'engagement.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire selon les coordonnées mentionnées dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

#### 8.4 Protection des données à caractère personnelle

En cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

A cet effet, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;
- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché

et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;

- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse [protection-donnees@chu-grenoble.fr](mailto:protection-donnees@chu-grenoble.fr), dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

## 8.5- Droits de propriété intellectuelle

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 relatif à l'utilisation des résultats du CCAG-PI.

## 8.6- Conflits d'intérêts

Afin de prévenir tout conflit d'intérêt il est annexé au présent CCAP l'attestation déontologie

### **Article 9 - Constatation de l'exécution des prestations**

Lors de l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur effectue les opérations de vérifications conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG-PI.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

L'admission ne dégage pas l'opérateur économique de sa responsabilité éventuelle.

### **Article 10 – Garantie des prestations**

Sans objet.

## **Article 11 – Pénalités**

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives.

Elles pourront être cumulées et facturées en fin d'année.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire ; le titulaire est donc redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à des pénalités

Les pénalités par dérogations à l'article 14.1 du CCAG-PI sont appliqués sans mise en demeure sur simple constat du retard ou défaut d'exécution

### **11.1 – Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont plafonnées à 20% du montant sur lequel elles doivent s'appliquer.

Pénalité pour retard dans la remise des livrables :

En cas de retard constaté dans la remise d'un document une pénalité forfaitaire de 100€ est appliquée, à laquelle s'ajoute 100€ par jour calendaire de retard supplémentaire

### **11.2- Autres pénalités**

Pénalités pour absence de réunion ou rendez-vous :

Pour toute absence non excusée à une réunion le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 200€

Pénalité pour incomplétude des documents :

Lorsque les prestations ne sont pas conformes aux exigences du CCTP et en l'absence de justification recevable le pouvoir adjudicateur considérera que les délais ne sont pas respectés et appliquera la pénalité de retard correspondante

Pénalités pour non-respect de dispositions du code du travail

En cas de non-respect des dispositions des articles L8221-3 à -5 le titulaire encourt une pénalité de retard de 100€ après mise en demeure restée sans effet au terme du délai de 15 jours spécifié à l'article L 8222-6 du code du travail.

## **Article 12 – Assurances**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 13 – Résiliation du contrat**

### **13.1 – Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, **le titulaire ne percevra pas d'indemnité.**

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire telle que visé à l'article 15 ci-dessous.

### **13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par l'opérateur économique titulaire.

Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée à l'opérateur économique titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou de l'opérateur économique titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'opérateur économique titulaire, à aucune indemnité.

Par application de l'article L2195-4 du CCP modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code

du commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du code du commerce.

#### **Article 14 – Règlement des litiges et langues**

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du contrat ou relatif à l'interprétation des stipulations du contrat.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du pouvoir adjudicateur et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le pouvoir adjudicateur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai minimum de quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation deux mois après la date d'effet de la résiliation du contrat.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différent et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'instance chargée de ce règlement amiable est la CCIRA de Lyon domiciliée au :

DREETS Auvergne Rhône Alpes  
Tour Swiss Life  
1 Boulevard Vivier Merle,  
69443 Lyon Cedex 03

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler leur différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. En cas de litige le différend entre l'opérateur économique titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle **par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble**, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

### **Article 15 – Clause de non-exclusivité**

Sous réserve des dispositions du présent article, le titulaire bénéficie d'une exclusivité pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur peut décider, sans que cela ne revête une obligation, de recourir à un support contractuel distinct en cas d'incapacité du titulaire à exécuter les prestations dans les délais impartis.

Ce recours au cas de non exclusivité ne saurait donner lieu à une quelconque indemnisation du titulaire.

En effet, dans l'hypothèse où le titulaire se voit dans l'impossibilité de livrer tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat, par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur **se réserve le droit de s'adresser à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant sans résilier** le contrat et sans mise en demeure de ce dernier **et de lui en faire supporter l'éventuel surcoût**.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue au contrat, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir de se substituer de plein droit au titulaire défaillant. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge.

La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **Article 16 Développement durable**

Le CHU Grenoble-Alpes est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Energie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

- À l'horizon 2030 :
  - Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre.



- Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant.
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.

- À l'horizon 2050 :

- Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.
- Diviser par 2 les consommations d'énergie.

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

## LES OBJECTIFS :

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

Il est demandé à l'opérateur économique titulaire du présent accord-cadre de tenir compte de cet engagement.

## **Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de ZFE**

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poizat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint- Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

Qui est concerné ?

Seuls les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- Depuis le 2 mai 2019, les véhicules utilitaires légers et poids lourds « non classés » et classés CQA 5 sont interdits à la circulation.
- Depuis le 1er juillet 2020, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 4.
- Depuis le 1er juillet 2022, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 3.
- Dès le 1er juillet 2025, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 2.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

### **Article 17 – Dérogations**

Les dérogations sont les suivantes :

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG – Prestations intellectuelles ;
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG – Prestations intellectuelles ;

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG – Prestations intellectuelles ;

**Toutes les dispositions du CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021) non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent contrat.**